

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 23/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DEROMEDI CARRIÈRES

« Jussy »
58220 Ciez

Références : 250448
Code AIOT : 0005400359

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement DEROMEDI CARRIÈRES, implanté au lieu-dit « Jussy » - 58220 Ciez. L'inspection a été annoncée le 01/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'installation est inspectée tous les ans, la dernière était le 19 juin 2024.
La carrière est autorisée jusqu'au 22 décembre 2029.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEROMEDI CARRIÈRES
- « Jussy » - 58220 Ciez
- Code AIOT : 0005400359
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière à ciel ouvert de calcaire autorisée depuis 1999. Ce site fait partie des quatre carrières formant « Les carrières de Jussy », situées sur les communes de Ciez et Entrains-sur-Nohain.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Bornage	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 13	/	Demande d'action corrective	2 mois
5	Recyclage des eaux de procédés	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 26.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Rejets	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 27.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Phasage	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 21.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Extraction	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 21.1	/	Demande d'action corrective	3 mois
15	Modalités de remise en état	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 24.2	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Documents de l'installation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 38	/	Sans objet
4	Eaux pluviales et autres eaux	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999,	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	propres	article 26.2		
7	Poussières / propreté	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 29	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Propreté	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17	/	Sans objet
9	poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Sans objet
10	Bruit	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 33	/	Sans objet
11	Traitement et élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 35	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
12	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 34	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est propre et les mesures d'auto-surveillance sont dans la limite de l'AP du 22 décembre 1999.

Plusieurs non-conformités sont relevées : le plan de phasage de la carrière connaît un retard important, des fronts peuvent dépasser les 15 mètres, et certains ne sont pas talutés comme le prévoit la remise en état de l'AP ; des bornes sont manquantes, et la concentration mesurée sur les matières en suspension est supérieure à la valeur seuil fixée par l'arrêté préfectoral.

Un point est qualifié de non-conformité majeure et fera l'objet d'une proposition de mise en demeure : recyclage des eaux de lavage des engins et entretien.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 28/08/2025

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les plans, en particulier, pour les installations concernées ; - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ; - le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ; - le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats de l'inspection du 19/06/2024 et demande associée : <i>L'exploitant ne dispose pas de plan à jour de ses réseaux d'eaux.</i> <i>=> L'exploitant doit disposer de plan à jour de ses réseaux d'eaux.</i></p> <p>Constats inspection du 17/09/2025 : L'exploitant dispose d'un plan des réseaux actualisé du 5 février 2025, avec les installations de rétention et confinement des eaux incendie. Le plan d'implantation des installations avec les zones à risques est présent à l'entrée du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 38</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Plan topographique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un plan à l'échelle 1/2000^{ème} de la carrière. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m ; • la position des fronts ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • les zones remises en état ; <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>Les plans de l'exploitation sont réalisés annuellement, en général en décembre. Le jour de l'inspection, l'exploitant disposait du plan de décembre 2024 au 1/1000, qui offre plus de précision que les plans au 1/2000.</p> <p>Les limites de propriétés, les fronts, les courbes de niveau, les zones remises en état sont indiqués.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 13
Thème(s) : Situation administrative, bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité [...].
Constats : Les bornes 103940, 153948 et 152521 n'ont pas été retrouvées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre le plan de bornage à jour et transmettre les photographies des bornes non trouvées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Eaux pluviales et autres eaux propres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 26.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 28/08/2025
Prescription contrôlée : Eaux pluviales et autres eaux propres : Elles sont collectées par un réseau spécifique et rejetées dans le milieu naturel après décantation ou injectées en appoint dans le circuit de recyclage des eaux de procédés. En milieu karstique, ces eaux doivent être évacuées de manière à ne pas regagner directement le réseau karstique souterrain et éviter sa contamination.
Constats : Constats de l'inspection du 19/06/2024 et demande associée : <i>L'exploitant explique qu'il dispose d'un plateau filtrant par lequel transitent les eaux du site, mais ne</i>

dispose pas de plan pour justifier de la canalisation de ces eaux.

=> L'exploitant doit justifier que ces eaux sont collectées par un réseau spécifique et rejetées dans le milieu naturel après décantation ou injectées en appoint dans le circuit de recyclage des eaux de procédés.

Constats inspection du 17/09/2025 :

Les eaux usées sont collectées dans une fosse septique puis infiltrées.

Les eaux pluviales sont collectées dans un bassin de récupération des eaux de pluie, puis passent par un débourbeur avant infiltration.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Recyclage des eaux de procédés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 26.3

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 28/08/2025

Prescription contrôlée :

Les rejets, à l'extérieur du site autorisé, d'eaux de procédés des installations de traitement des matériaux et de lavage des véhicules sont interdits. Ces eaux sont collectées séparément et intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eaux de procédés de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.

Constats :

Constats de l'inspection du 19/06/2024 et demande associée :

Le dispositif de lavage des roues a ses eaux collectées dans un bassin étanche qui est nettoyé environ tous les 2 mois. Ce bassin est divisé en plusieurs compartiments permettant la décantation et le recyclage des eaux.

En ce qui concerne les eaux de lavage des véhicules, celles-ci sont rejetées dans un bassin de décantation mais ne sont pas recyclées.

=> L'exploitant doit recycler ses eaux de lavages (eaux de lavage des véhicules).

Constats inspection du 17/09/2025 :

L'installation ne réalise pas de lavage de matériaux.

Les eaux utilisées sur l'installation servent au laveur de roues, brumisation en sortie des convoyeurs, et arrosage des pistes.

En ce qui concerne les eaux du laveur de roues, celles-ci sont rejetées dans un bassin de décantation, puis par une surverse dans un deuxième bassin où cette eau est à nouveau

disponible pour le laveur de roue. Les eaux de lavage des véhicules et entretien sont traitées par un débourbeur-déshuileur puis partent dans le fossé, celles-ci ne sont pas recyclées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit recycler ses eaux de lavages des véhicules.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 27.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 28/08/2025
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes : - pH (mesuré dans l'effluent en amont du rejet suivant la norme NFT 90 008) compris entre 5,5 et 8,5, - température (mesurée dans l'effluent en amont du rejet) inférieure à 30°C, - couleur (mesurée suivant la norme NFT 90 034) telle que la modification de la couleur du milieu naturel récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne dépasse pas 100 mlPt/l, - absence d'odeur dégagée par l'effluent lors de l'écoulement dans le milieu naturel ni après 5 jours d'incubation à 20°C, - matière en suspension totale (MEST mesurée suivant la norme NFT 90 105) inférieure à 35 mg/l, - demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO mesurée suivant la norme NFT 90 101) inférieure à 125 mg/l, - hydrocarbures (mesurés suivant la norme NFT 90 114) inférieurs à 10 mg/l. Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 h. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.
Constats : Constats de l'inspection du 19/06/2024 et demande associée : <i>Les différentes analyses des rejets montrent des dépassements en MES depuis les analyses du</i>

05/04/2023. Ces analyses sont effectuées tous les 6 mois. Les valeurs sont de 240 mg/L en avril 2023, 420 mg/L en novembre 2023 et 43 mg/L avril 2024.

Le point de rejet a été vu au cours de la présente inspection ; il est apparu avec une turbidité importante.

=> L'exploitant doit se remettre en conformité sur ce point.

Constats inspection du 17/09/2025 :

Les campagnes d'analyses 2024 ont été menées par ANTEAGROUP.

Les eaux en sortie du débourbeur sont suivies à raison de 2 prélèvements/an en période de hautes eaux et basses eaux.

Les prélèvements d'eaux ont été réalisés les 25 mars et 10 octobre 2024. La concentration mesurée sur les matières en suspension durant la campagne du 25 mars (43 mg/l) est légèrement supérieure à la valeur seuil fixée par l'arrêté préfectoral (35 mg/l). Aucun dépassement des valeurs seuils n'a été enregistré pour le reste des paramètres analysés.

L'exploitant déclare avoir mis en place un nettoyage plus fréquent du débourbeur : 2 fois par an.

Pour les prélèvements d'eaux souterraines réalisés le 10 octobre 2024, les concentrations en hydrocarbures totaux C10-C40 (LQ<0,05mg/l) et en DCO (LQ<10 mg/l) sont toutes inférieures aux limites de quantifications du laboratoire ANTEAGROUP.

Aucune anomalie n'a été détectée dans les eaux souterraines en MES (concentration maximum mesurée en amont hydrogéologique) et sur les paramètres physico-chimiques relevés *in situ*.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les résultats d'analyse d'automne 2025 et s'assurer du respect des valeurs des MES.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Poussières / propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 29

Thème(s) : Risques chroniques, Conception et aménagement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 28/08/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend des dispositions pour éviter l'émission et la propagation des poussières :
- les émissions de poussières sur les installations de traitement des matériaux doivent être soit abattues par pulvérisation d'eau, soit captées et épurées ;

<ul style="list-style-type: none"> - la hauteur de chute des matériaux sur les tapis et les tas de stockage ne doit pas être supérieure à 3 m ; - la surface des tas de matériaux pulvérulents doit être protégée ou traitée pour éviter la dissémination des poussières par le vent.
<p>Constats :</p> <p>Constats de l'inspection du 19/06/2024 et demande associée : <i>Les inspections de 2022 et 2023 ont mis en évidence que les tas de matériaux n'étaient pas protégés ou traités pour éviter la dissémination de poussières par le vent. Lors de la présente inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir avancé sur ce point puisque cela est prévu dans le futur dossier de renouvellement.</i> <i>=> L'exploitant doit protéger ou traiter ses tas de matériaux pour éviter la dissémination de poussières par le vent.</i></p> <p>Constats inspection du 17/09/2025 : L'installation dispose depuis 2025 d'un système d'arrosage des pistes et de brumisation des tas de matériaux. La hauteur de chute des matériaux sur les tapis et les tas de stockage ne dépasse pas 3 m.</p> <p>Le système d'arrosage, installé par la société Ram Environnement, est activé en condition sèche et ou venteuse. Les matériaux les plus fins sont stockés en silos.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est propre.</p> <p>L'ensemble des véhicules doit passer par le laveur de roues. Les voies de circulation internes sont nettoyées par une laveuse dès que nécessaire.</p> <p>Les voies de circulation publiques au site sont propres.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières
Prescription contrôlée : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2003) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m ² /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
Constats : En 2024, les concentrations moyennes annuelles d'empoussièrement relevées pour la station de type (b) sont en dessous de la valeur limite fixée par arrêté ministériel (500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante). Les mesures effectuées du 06/05/2025 au 05/06/2025 montrent que les concentrations moyennes d'empoussièrement sont conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques admissibles et contrôles
Prescription contrôlée : <u>33.1 Niveaux acoustiques admissibles</u> En dehors des tirs de mines, les niveaux acoustiques admissibles sont fixés comme suit, en limite de la zone d'exploitation autorisée : - 65 dB(A) pour la période diurne allant de 6 h 30 à 21 h 30 sauf dimanches et jours fériés, - 55 dB(A) pour la période nocturne allant de 21 h 30 à 6 h 30 ainsi que les dimanches et jours fériés. Sous réserve du respect de l'émergence de 3 dB(A) en limite de la zone d'exploitation autorisée. Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continue équivalent pondéré A : Leq. L'évaluation du niveau de pression est effectuée sur une période d'au moins une heure représentative du fonctionnement le plus bruyant de l'installation.[...]

33.2 Contrôles

Un contrôle du niveau sonore est effectué dès l'ouverture de la carrière en trois emplacements définis en accord avec l'inspecteur des installations classées. Ces contrôles doivent être renouvelés tous les trois ans. Les mesures sont transmises dans un délai de un mois à l'inspecteur des Installations Classées accompagnées, le cas échéant, d'un commentaire et de propositions

Constats :

La mesure du niveau de bruit du 03/10/2024 au 04/10/2024 a fait ressortir une non-conformité sur le point n° 4 avec un dépassement de l'émergence.

L'exploitant met en avant que le point n°4 n'est pas une zone habitée. La prescription de l'émergence ne devrait pas s'appliquer.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Traitement et élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 35

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 28/08/2025

Prescription contrôlée :

Les différentes catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les justificatifs de ces éliminations et valorisations sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que les déchets (ferrailles, pneumatiques, pièces d'usures,...) sont évacués dans ces conditions.

[...]

Constats :

Constats de l'inspection du 19/06/2024 et demande associée :

Il a été observé dans la benne "ferrailles" des panneaux de mousses isolantes dont l'extérieur était un revêtement métallique en grande quantité. L'exploitant doit justifier de la pertinence de stocker ces panneaux en ferrailles.

L'exploitant doit justifier de l'élimination ou la valorisation de ces déchets.

Constats inspection du 17/09/2025 :

L'entreprise RDVL, entreprise de récupération de déchets, a effectué le tri et l'élimination des déchets du site. Une attestation de valorisation de 393.84 tonnes de ferrailles a été produite en octobre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 34

Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations

Prescription contrôlée :

34.1 Tirs de mines

Les tirs ont lieu uniquement les jours ouvrés (samedis, dimanches et jours fériés exclus).

34.2 Contrôles

Le respect des vitesses fixées à l'article 22.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière aux emplacements et dans des conditions définies en accord avec l'inspecteur des installations classées. Les mesures sont renouvelées tous les 3 ans et lorsque les conditions de tirs sont modifiées.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, en cas de dépassement des valeurs limites, les résultats sont transmis à ce dernier dans les meilleurs délais.

Constats :

L'exploitant effectue des tirs en semaine.

Le dernier rapport de vibration a été fait le 23 novembre 2022.

Le prochain rapport sera effectué en novembre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 21.2

Thème(s) : Situation administrative, Phasage

Prescription contrôlée :

L'exploitation se déroule suivant le plan et les coupes annexées en phases successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation, soit 6 phases d'environ 10 ha pour 5 ans.

L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.

Constats :

L'exploitant déclare avoir remis en état la phase 1. La phase 2 est en cours de remise en état.

Au jour de l'inspection, l'exploitation serait en phase 3. Ce retard serait dû à la mise en exploitation concomitante de la carrière de SOSEMAT.

L'exploitant prépare le dépôt d'un dossier d'autorisation pour l'exploitation de la carrière DEROMEDI avec un nouveau plan de phasage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 21.1
Thème(s) : Situation administrative, Épaisseur
Prescription contrôlée : <p>L'extraction de calcaire concerne les horizons géologiques sur une épaisseur maximale de 45 m. En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous de la cote de 214 m NGF et à 2 m au-dessus du niveau des hautes eaux de la nappe phréatiques.</p> <p>Après réalisation de la découverte, les matériaux seront extraits en laissant en place des gradins d'une hauteur ne pouvant pas excéder 15 m séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 10 m.</p>
Constats : <p>Aucun point sur les plans n'est plus bas que 214 m NGF.</p> <p>Certains fronts (partie est C5-C6) ont une hauteur supérieure à 15 m.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit mettre en conformité la hauteur maximale des fronts de taille à 15 m.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Modalités de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 24.2
Thème(s) : Situation administrative, remise en état
Prescription contrôlée : <p>Le rabattement de la nappe est interdit lors des opérations de remise en état.</p> <p>La remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité dans l'affectation future du site (installations de traitement, rampes d'accès, pistes de circulation...), - le remblayage sur 30 m en tête de talus le long de la RD 168 avec des matériaux de découverte, - le talutage des fronts à moins de 45° par rapport à l'horizontal avec une voie d'entretien des

plantations tous les 10 m permettant le passage d'un tracteur agricole, - la mise en place d'une couche de terre de découverte d'au moins 50 cm sur les talus et en fonds de fouilles, - la plantation d'espèces boisées conformes aux spécifications de l'ONF ou de la DDAF.
Constats : Le remblayage en tête de talus le long de la RD 168, la mise en place de terre de découverte sur les talus et fond de fouilles et la plantation d'espèces boisées ont été faits ou en cours selon les zones. Le talutage des fronts à 45° par rapport à l'horizontal n'a pas été fait.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitation doit réaliser la remise en état conformément aux conditions prescrites dans l'AP d'autorisation du 22/12/1999.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois